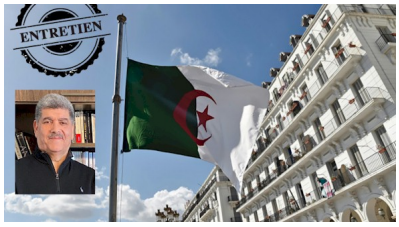

Le Docteur Ahmed Bensaada est professeur en physique, il a écrit des livres où il dissèque avec profondeur les révolutions colorées et le « printemps arabe ». Sa contribution qualitative et remarquable a permis aux citoyens de comprendre les tenants et les aboutissants de l'agenda « printaniste » et de ses objectifs néocolonialistes destructeurs des nations. Dans cet entretien, le Docteur Ahmed Bensaada aborde les enjeux politiques qui se dressent à travers l'initiative du président Tebboune. Il analyse également la situation régionale, après l'alliance mekhzano-sioniste et les boulversements que traverse le monde sur fond de rééquilibrages des rapports.

Entretien réalisé par Rachid Nassouti

La Sentinelle: Quelle lecture faites-vous de l'avant-projet de la loi portant mesures particulières de rassemblement pour le renforcement de l'unité nationale ?

Dr. Ahmed Bensaada : Toute initiative ayant pour finalité le renforcement de l'unité nationale

et la lutte contre la dispersion des forces vives de la Nation est toujours la bienvenue. Dans le contexte algérien post-Hirak, cette volonté d'apaisement et de rassemblement initiée par la présidence de la République représente une voie politique empreinte de sagesse qui vise une réelle paix sociale. Cette « main tendue » est nécessaire non seulement pour une réconciliation nationale salutaire, mais surtout pour consolider le front intérieur. En effet, dans le contexte politique tumultueux actuel, régional et international, la cohésion nationale est indispensable pour contrecarrer toutes les velléités de déstabilisation, surtout celles qui utilisent les méthodes spécifiques aux guerres de 4e génération (G4G). Il ne faut jamais oublier que l'Algérie, avec ses richesses, son emplacement géostratégique et ses positions politiques courageuses qui prônent la justice internationale et le respect entre les nations, sera toujours un pays dont la souveraineté et l'intégrité seront constamment menacées.

La région vit au rythme des menaces sérieuses au niveau de nos frontières Ouest. Le régime du Makhzen a sollicité l'entité sioniste. Quels sont les risques géostratégiques pour l'Algérie?

Il faut comprendre que les différends entre l'Algérie le Maroc ne se résument pas à la cause juste du Sahara Occidental, mais sont essentiellement dus à une différence fondamentale dans les visions politiques intrinsèques des deux pays. D'autre part, notre voisin de l'Ouest a toujours été un poste avancé de l'Occident au Maghreb et en Afrique. L'irruption de l'entité sioniste dans l'équation n'est donc qu'une continuité logique de cette politique, surtout si on sait que celle-ci a toujours collaboré, en catimini, avec le Makhzen et ce, depuis la Nakba.

Par contre, de par la nature belliqueuse et scélérate de cette entité sioniste et l'inimitié que lui porte le peuple algérien, sa présence matérielle à nos frontières représente une nouvelle donne géostratégique à laquelle il faut répondre de manière énergique mais réfléchie. Il est impératif de neutraliser le potentiel de nuisance que représente cette collusion israélo-marocaine à nos portes en usant de partenariats stratégiques et d'équipements dissuasifs mais prêts à entrer en action le cas échéant. Notre Armée nationale populaire en a les moyens et les compétences. Le seul vrai défi sera probablement de réussir à annihiler les menaces concernant le renseignement. L'affaire Pegasus, une autre collaboration entre le Makhzen et l'entité sioniste avant la normalisation, doit nous interpeller.

Le monde est en train de vivre des mutations profondes à l'aune de ce qui se déroule en Ukraine. Quelles seront les conséquences de ces mutations sur les rapports internationaux en général et les intérêts de l'Algérie en particulier ?

Lorsque les autorités marocaines reçurent le tweet de Donald Trump reconnaissant la prétendu « souveraineté » du Maroc sur le Sahara Occidental, ils jubilèrent. Ils avaient obtenu la « bénédiction » du président de la plus grande puissance mondiale, même si sa déclaration était contraire au droit international et aux résolutions de l'ONU. Ils ne pouvaient cependant pas savoir que, moins de quatorze mois plus tard, le conflit russo-ukrainien allait rebattre les cartes de la géopolitique mondiale. Et c'est là où la divergence des visions politiques intrinsèques entre l'Algérie et le Maroc fait la différence. Le Maroc, allié d'un Occident va-t-en-guerre en déclin et lesté par le poids d'une entité pratiquant l'apartheid comme mode de gouvernement en Palestine se retrouve dans une piteuse situation. Le ballet incessant des autorités israéliennes, civiles et militaires, en visite à Rabat n'augure rien de bon pour le Maroc, contrairement à ce qu'on pense. N'oublions pas que le sionisme possède un ADN colonisateur et expansionniste qui abhorre tout ce qui est arabe.

De son côté, l'Algérie a toujours préconisé une approche multilatérale dans les relations internationales. La guerre entre la Russie et l'Ukraine a eu un effet catalyseur sur les mutations vers un nouvel ordre mondial qui a dévoilé, pour la première fois, l'isolement de l'Occident et révélé son arrogance et sa fatuité. Les relations développées par l'Algérie depuis de nombreuses années avec la Russie et la Chine vont dans le sens de ces nouvelles mutations géopolitiques.Contrairement à ceux avec l'Occident, les rapports entre pays émergents sont basés sur le respect et l'équité dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial.

L'invitation de l'Algérie au dernier sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est une confirmation de la place que peut et doit briguer notre pays sur la scène internationale. En effet, il doit rejoindre les BRICS et ajouter la lettre « A » à son acronyme.

La Tunisie vient d'adopter une nouvelle constitution. Peut-on dire que le peuple tunisien a fermé la parenthèse du « printemps » arabe ?

Ce qui vient de se passer en Tunisie est intéressant à plus d'un égard. Primo, il nous montre que ce qui était exhibé comme LE modèle de réussite du « printemps » arabe est loin d'en être un si on considère les graves problèmes aussi bien politiques que socio-économiques que vit ce pays depuis 2011.

Secundo, il indique que la solution de la « phase de transition » utilisée en Tunisie et préconisée par le Hirak frelaté n'est pas une solution viable. Cela est d'autant plus vrai que les groupes disparates qui le composaient avaient des idéologies complétement antagonistes,

voire répulsives. Cela aurait précipité l'Algérie dans un chaos autrement plus dangereux et périlleux que ce qui se passe en Tunisie.

Conséquemment, le choix de la voie constitutionnelle pour notre pays, malgré son imperfection, a permis d'assurer le bon fonctionnement des institutions de l'État algérien et a garanti une appréciable paix sociale.

Reste, bien sûr, à consolider les acquis et à améliorer les valeurs démocratiques, gages d'une Algérie nouvelle et prometteuse. Finalement, les évènements qui ont jalonné la vie politique tunisienne depuis 2011 montrent que le « printemps » arabe a été néfaste dans tous les pays touchés par cette saison morbide.

Pensez-vous que l'Algérie a pu vaincre les nébuleuses qui travaillent pour le compte des officines étrangères et de leur agenda de reconquête des zones d'influence ?

Dans mon livre sur les « ténors » du Hirak, j'ai montré que différents groupes œuvraient pour des agendas étrangers moyennant financement et formation. Avec la décantation du mouvement de protestation populaire, ces groupes sont devenus plus visibles et ont montré leur nocivité. Certains d'entre eux ont été officiellement classés comme « groupes terroristes ». Il est clair que le travail pédagogique mené par différentes personnes a porté ses fruits, montrant leur vrai agenda, préjudiciable pour l'Algérie. Leur pouvoir de nuisance a certes considérablement diminué, mais ils restent encore actifs dans différents pays occidentaux. Tout en espérant que la politique de la « main tendue » porte fruit, il ne faut jamais baisser les bras car, comme dit précédemment, l'Algérie sera toujours une cible de choix pour les raisons mentionnées auparavant. Et c'est là qu'on doit se demander à quoi jouent ces pays occidentaux qui accueillent chez eux ces groupes. Mais cela confirme, une fois de plus, la nécessité de s'éloigner de ces pays pour rejoindre les BRICS.

Comment se présente la guerre non-conventionnelle aujourd'hui après avoir subi un échec en Algérie, Cuba, Venezuela et la Russie ?

On peut ajouter à votre liste l'Iran qui a été ciblé en 2009. Il faut savoir que les guerres non-conventionnelles (comme les révolutions colorées) sont très efficaces, mais ne réussissent pas à tous les coups. Lorsque la population est bien informée des buts sous-jacents et que des

mesures adéquates sont prises pour contrer toutes les méthodes édictées par les théoriciens de la « résistance non-violente », les manifestations n'aboutissent pas à un « régime change ».

Néanmoins, même si elles ne réussissent pas, les révolutions colorées peuvent être transformées en sanglante guerre civile avec le concours de ces mêmes officines qui appuyaient naguère l'approche non-violente. Les cas de la Libye, de la Syrie ou du Yémen en sont des exemples pédagogiques.

Mais étant donné son efficacité et son « low cost », la « résistance non-violente » a très certainement de beaux jours devant elle. Les officines occidentales n'ont pas l'intention de mettre fin à ces coups d'États soft en clamant fallacieusement qu'il s'agit d'exportation de la démocratie.

R.N.

Source

Lire en format "Journal" sur:

Page 3